

# Argumentaire «Référéndum non au financement de l'agence de garde-frontières Frontex»

## Qu'est-ce que Frontex?

- 1 Frontex est l'Agence de garde-frontières et de garde-côtes de l'Union européenne. Elle a été fondée en 2005. Depuis lors, son budget a augmenté de 7000%, passant de 6 millions à 11 milliards d'euros pour la période 2021-2027. En termes de personnel, la force opérationnelle de Frontex est appelée à devenir une armée permanente de 10 000 gardes-frontières d'ici 2027.
- 2 Les principales activités de Frontex sont les suivantes:  
Rapatriement des «personnes en migration irrégulière» (donc participation directe et indirecte à des refoulements illégaux). Planification et mise en œuvre d'expulsions dans toute l'UE. Modernisation et formation des agences locales de garde-frontières (notamment en matière de surveillance, par l'alignement sur les normes et systèmes européens). Élaboration d'«analyses de risques» comprenant des recommandations d'action (par ex. renforcement des contrôles aux frontières, extension des opérations de Frontex ou augmentation des ressources de l'agence).
- 3 Pour mener ces activités, Frontex opère directement aux frontières extérieures de l'UE et dans les pays européens, mais aussi dans un nombre croissant de pays tiers, selon une logique d'externalisation croissante du régime migratoire de l'UE. Frontex coopère activement avec plus de 20 pays en dehors de l'UE. Elle collabore, par exemple, avec les garde-côtes libyens, qui interceptent les bateaux de personnes migrantes et les ramènent de force en Libye, où elles sont détenues dans des conditions de violence massive. Frontex soutient activement l'expansion de la surveillance aérienne en Méditerranée, alors que dans le même temps les missions officielles de sauvetage sont continuellement réduites. Les activités de Frontex s'inscrivent dans le narratif raciste de la migration en tant que menace. Les analyses de risque produites par Frontex lui servent d'auto-légitimation pour développer toujours plus son rayon d'action. Depuis 1993, la politique d'isolement de l'UE par rapport au monde extérieur a coûté la vie à plus de 44 000 personnes, sans compter les très nombreux cas non signalés.

## Connexions Frontex en Suisse

- 1 En tant que membre de l'espace Schengen, la Suisse soutient Frontex financièrement et en personnel depuis 2009. Le Conseil national vient maintenant d'approuver un budget annuel de 61 millions de francs jusqu'en 2027. Cela représente environ 5% du budget total de Frontex, ce qui signifie que la Suisse contribue notablement au régime isolationniste violent de l'UE. Membre de l'espace Schengen, la Suisse dispose d'une voix consultative mais non délibérative en ce qui concerne la planification de nouvelles compétences et lois.
- 2 La Suisse profite largement de la violence du dispositif européen contre les migrations. En tant que siège de grandes entreprises des matières premières, place financière internationale et fabricant d'armement, la Suisse est un profiteur notoire du système capitaliste mondial. Elle porte donc une part de responsabilité dans les circonstances qui poussent de nombreuses personnes à fuir.

## Nos revendications

- 1 NON au financement et au soutien en personnel de Frontex par la Suisse!
- 2 OUI à la liberté de circulation pour toutes et tous!
- 3 Démantèlement de Frontex comme symbole d'une politique migratoire européenne fondée sur l'isolement et la violence!
- 4 Arrêter la criminalisation de la migration vers l'Europe et la militarisation des frontières!
- 5 Garantir une migration sûre au lieu de l'empêcher par la violence!